

Smart city: une occasion de réinventer la ville, mais aussi l'économie

La cinquième édition du Smart City Day se tiendra à Fribourg jeudi 13 septembre prochain. Les conférences et les discussions prévues essaieront de répondre à cette question: Villes intelligentes: à quel point? L'événement cherche d'abord à informer les décideurs des cantons et des communes et, plus largement, tous les acteurs des services publics. Les représentants et les responsables des milieux économiques et académiques sont aussi les bienvenus. Ils pourront partager leurs expériences ou connaître les moyens de participer à la transformation actuelle de la ville. Celle-ci se métamorphose à la suite de la vague de digitalisation qui touche toute la société, mais aussi grâce à la volonté généralisée d'observer de plus en plus les préceptes du développement durable.

UN DOSSIER RÉALISÉ PAR
GRÉGORIE TESNIER

Didier Faure est chef de projet pour le bureau de conseil en innovation Innobridge Services Sàrl et responsable du Smart City Day. Pour lui, cette manifestation est là pour vulgariser le concept de ville intelligente. Il aime aussi volontiers traduire le syntagme *smart city* par la notion de ville astucieuse. L'idée sous-jacente à toutes ces traductions est la même: il est nécessaire que la ville se développe en étant au plus proche des préoccupations des citoyens. Pour cela, il faut non seulement s'aider de toutes les nouvelles technologies dont on peut disposer – notamment celles qui font appel à l'utilisation poussée des données informatiques disponibles –, mais encore privilégier des solutions urbaines respectueuses de l'environnement et des hommes.

Les secteurs d'activité les plus concernés par les bouleversements en cours sont ceux de l'énergie, des services publics et des transports. Mais d'autres acteurs économiques peuvent également apporter leur pierre à l'édifice. D'une façon générale, toutes les nouvelles formes d'organisation du travail et d'échanges font partie de cette évolution. «Il s'agit d'agir de manière innovante et durable

au service de la population! Les sociétés actives dans la haute technologie et l'informatique sont les premières à pouvoir rendre la ville *smart*, mais d'autres initiatives et mouvements sont à mentionner: un accès facilité à des vélos ou l'économie du partage par exemple. Cela correspond aussi à ce que l'on peut attendre de la ville du futur, plus efficiente et responsable», souligne Didier Faure.

AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES HABITANTS

Pour Jean-François Lucas, sociologue travaillant pour le cabinet d'études et de conseil en innovation parisien Chronos, mais aussi chercheur associé au Laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR) de l'École polytechnique de Lausanne (EPFL), «l'exploitation des données numériques disponibles dans la ville et obtenues par exemple grâce aux traces laissées par des utilisateurs d'une infrastructure spécifique ou grâce à des capteurs constitue un des principaux moyens de rendre la ville intelligente, mais ce n'est pas le seul et, surtout, il ne constitue pas une fin en soi. La motivation principale qui dicte tous les autres choix reste d'améliorer le quotidien des habitants en intervenant avec des solutions originales aux niveaux social, économique et environnemental». Dans ce contexte, les débats et les présentations de



PROGRAMME COMPLET SUR LE SITE www.smartcityday.ch

Smart City Day qui tenteront de répondre à la question «Villes intelligentes: à quel point?» seront certainement instructifs. «Nous souhaitons encourager les discussions et les échanges», souligne Didier Faure.

Au programme de l'événement Smart City Day se succéderont alors, le matin, plusieurs témoignages provenant de territoires astucieux: Alexandre Bosshard représentera la ville de Pully (lire en p. 7), tandis que d'autres conférenciers parleront des expériences grecques (ville de Trikala) ou israéliennes (*Smart Mobility Innovation for the Global Smart City*) en matière de villes intelligentes de plus ou moins grandes dimensions. Groupe E, qui propose en Suisse romande une gamme de produits et de services énergétiques allant de la fourni-

ture d'électricité, de chaleur et de gaz naturel aux installations électriques, donnera aussi sa vision de la *smart city* et expliquera les projets qu'il mène (lire en p. 7). L'après-midi du Smart City Day sera consacré à des workshops et aux échanges entre participants, ainsi qu'à une série de présentations de start-up. La découverte du Prix de l'innovation urbaine organisé pour la première fois par l'Organisation Infrastructures Communales permettra aussi de s'intéresser à la mise en œuvre concrète d'idées appartenant à l'univers des *smart cities*. ■

Villes Intelligentes: à quel point?
Jeudi 13 septembre 2018, de 8h. à 19h.
Forum Fribourg, Route du Lac 12,
1763 Granges-Paccot
200 francs par personne
Inscriptions sur: www.smartcityday.ch

Villes intelligentes: à quel point?



DIDIER FAURE,
responsable du Smart
City Day.

Le Smart City Day, qui aura lieu le 13 septembre à Fribourg, tentera de répondre à cette question: «Villes intelligentes: à quel point?». «Nous souhaitons organiser des débats autour de la pertinence des projets estampillés *smart city*. Il s'agit pour nous de montrer les différents aspects que peut revêtir la ville astucieuse», explique Didier Faure, responsable du Smart City Day. Jean-François Lucas, sociologue travaillant pour le cabinet d'études parisien Chronos et chercheur associé au Laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR) de l'EPFL, précise qu'une autre question est importante: qu'est-ce que l'intelligence d'une ville? «Une ville doit surtout être capable d'apprendre. Dès lors, les limites possibles à l'évolution du territoire urbain sont, par exemple, celles posées par les citoyens et par l'usage qu'ils font ou non des technologies. Des freins peuvent notamment apparaître au niveau de l'acceptabilité éthique ou juridique d'un changement ou au niveau des difficultés rencontrées par les individus pour s'habituer à un nouveau comportement attendu d'eux.»

Débats autour du concept de smart city

On parle de *smart city* pour imaginer et construire la ville de demain, plus fonctionnelle, économe et durable. On imagine alors une gestion des infrastructures – eau, énergie, transports, flux d'informations, habitat, etc. – plus efficace, adaptable et pérenne qu'aujourd'hui. L'objectif? Améliorer la qualité de vie des citoyens tout en respectant l'environnement. Pour arriver à un tel résultat, les spécialistes s'appuient sur différentes recherches, par exemple dans les domaines de la mobilité intelligente, des infrastructures de réseaux, des solutions informatiques, de l'exploitation de données, de la gestion et de la valorisation des déchets ou de l'efficacité énergétique.

Le site de smartcity-suisse.ch, une initiative de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et du

programme SuisseEnergie, propose une définition d'une *smart city* suisse. Cette ville utilise des technologies d'informations et de communication (TIC) ainsi que des technologies peu gourmandes en ressources naturelles. Le territoire *smart* helvétique anticipe les formes de mobilité futures et durables et prépare l'infrastructure nécessaire. Il impose des processus intégrés de planification, par exemple dans le domaine de l'énergie. Finalement, «la *smart city* suisse utilise des systèmes de gestion dans le sens de la «bonne gouvernance» pour permettre une conduite optimale et un contrôle global qui rend les développements mesurables, vérifiables et rapportables». Une *smart city* offre donc à ses habitants une qualité de vie élevée avec une consommation de ressources minimale grâce

à une combinaison intelligente des infrastructures (transport, énergie, communication, etc.), et ce à différents niveaux hiérarchiques (bâtiment, quartier, ville). Dans ce contexte, *smart* ne signifie pas automatiquement TIC. «Pour une performance similaire, les mécanismes passifs ou autorégulés sont préférables aux approches fondées sur une régulation active.»

LE MODÈLE DE LA SMART CITY N'EST PLUS OPÉRANT?

Notons aussi que certains auteurs critiquent en partie le concept de *smart city*. Mathieu Saujot, directeur du Programme transitions numériques et écologiques à l'Institut français du développement durable et des relations internationales (Iddri) et Thierry Marcou, directeur du Programme sujets urbains à la

Fondation internet nouvelle génération (FING), ont ainsi publié une étude en avril dernier dans laquelle ils constatent que si la digitalisation de la société transforme profondément la vie des citadins et le fonctionnement de certains services, cette mutation s'opère cependant, le plus souvent, en dehors de toute stratégie de la part des pouvoirs publics. Ils déclarent ainsi dans une interview accordée ce printemps au journal Le Monde que «le modèle de la *smart city* véhiculé à l'origine n'est plus opérant» et que «la ville numérique réelle n'est ni centralisée ni pilotée». Comment les autorités peuvent-elles reprendre la main et donner de la cohérence au développement des *smart cities*? «Les pouvoirs publics commencent à inventer leurs modèles de ville numérique et cherchent à rega-

ner une capacité à gouverner, c'est-à-dire à organiser l'action de la pluralité d'acteurs publics et privés qui innove sur leur territoire. La clé pour eux est de trouver la bonne distance pour agir sur l'innovation, la soutenir, la favoriser sans l'asphyxier. Il leur faut ouvrir un espace de négociation avec les acteurs innovants. Innovation et gouvernance sont en fait beaucoup plus liées qu'on ne le croit habituellement.» Le sociologue Jean-François Lucas, collaborateur du cabinet d'études parisien Chronos et chercheur associé au Laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR) de l'EPFL, parle lui aussi du nécessaire dialogue qui doit s'effectuer entre les pouvoirs publics et le secteur privé, notamment par rapport aux modalités de partage des données informatiques très diverses disponibles

au cœur du territoire urbain et dont le volume a augmenté de façon exponentielle ces dernières années. Dans cette perspective de partenariat public-privé et d'un développement efficace et harmonieux de la ville intelligente, Didier Faure, responsable du Smart City Day organisé à Fribourg en septembre, note que la Suisse romande fait figure d'élève «dans la moyenne». Elle ne concurrence pas encore les premiers de la classe qui, au niveau mondial, sont représentés par des territoires comme Singapour, certaines agglomérations de Corée du Sud ou, en Europe, les villes d'Amsterdam et de Lyon. «La Suisse romande doit trouver son propre modèle de développement, correspondant à sa culture, à son système politique et à sa structure organisationnelle.» ■

TRADEL ENTRETIEN
SERVICE D'IMMEUBLE - NETTOYAGE - PONÇAGE
IMPRÉGNATION PARQUET
125, route de Saccarnez-d'Arve - 1228 Plan-les-Ouates - Tél: 022 771 1007



la force de l'expérience

BALESTRAFIC

Déménagement d'entreprises

Tél. 022 308 88 00 - www.balestrafic.ch